

Ouverture à Bruxelles du Congrès de la Fédération du Nord des A.C. et des Victimes de la guerre

Les 300 congressistes français ont été notamment reçus à l'Ecole Française et à l'Hôtel de Ville

(DE NOTRE RÉDACTION BELGE)

Hier s'est ouvert à Bruxelles le Congrès de la Fédération du Nord de la France des Associations des mutilés, réformés, veuves et orphelins, associations de la suite de la Fédération des anciens combattants du Nord et de l'Union fédérale en Belgique des associations d'anciens combattants français et victimes de la guerre.

Le train amenant de Lille les 300 congressistes est arrivé à la Gare du Midi, à 11 h. 10. Au moment où il stoppe une clameur monte : on crie : « Vive la France ! » « Vive la Belgique ! »

Sur le quai, nous remercions MM. Herault, président de l'Association des anciens combattants français de Bruxelles ; Baudin, président de la Ligue des Pupilles de la République, et M. Deneuve, vice-président de la Fédération des anciens combattants du Nord et de l'Union fédérale en Belgique des associations d'anciens combattants français et victimes de la guerre.

Les congressistes français sont conduits par MM. Maurice Olivier, président de la Fédération des anciens combattants du Nord ; J. Baudouin, président de la Fédération des associations des mutilés et veuves de guerre ; Cassel, secrétaire général et L'holle, secrétaire général de la Fédération des anciens combattants belges.

Les congressistes français sont conduits par MM. Maurice Olivier, président de la Fédération des anciens combattants du Nord ; J. Baudouin, président de la Fédération des associations des mutilés et veuves de guerre ; Cassel, secrétaire général et L'holle, secrétaire général de la Fédération des anciens combattants belges.

L'hommage au Soldat Inconnu Des trainways spéciaux avaient été mis à la disposition des congressistes français pour les conduire à Laeken, au monument du Soldat français inconnu. Lorsque les congressistes paraissent devant le monument, ils ont été salués par le major Dewandre, au nom du Ministre de la Défense Nationale ; par le Commandant Groux, au nom du général Ghardigny, attaché initial de l'ambassade de France, MM. Van de Wiele, président de la Fédération nationale des combattants belges ; Aels, vice-président et Mangon, secrétaire général de la Fédération des anciens combattants belges.

Des trainways spéciaux avaient été mis à la disposition des congressistes français pour les conduire à Laeken, au monument du Soldat français inconnu. Lorsque les congressistes paraissent devant le monument, ils ont été salués par le major Dewandre, au nom du Ministre de la Défense Nationale ; par le Commandant Groux, au nom du général Ghardigny, attaché initial de l'ambassade de France, MM. Van de Wiele, président de la Fédération nationale des combattants belges ; Aels, vice-président et Mangon, secrétaire général de la Fédération des anciens combattants belges.

Le congrès des congressistes se retrouvaient à l'Ecole Française, boulevard Poincaré, à Bruxelles et commençaient leurs travaux.

C'est M. Denis Bodden qui ouvre la série des discours. Il est très flatté de l'honneur qui lui échole de souhaiter la bienvenue aux congressistes français dans l'école française. Il offre ses meilleures salutations à ses collègues belges et leurs familles. Il sait que les anciens combattants français, au nom de leur pays, sont compatissants et exprime sa sympathie pour leurs légitimes revendications. Il félicite ensuite MM. Olivier, Balavoine de leur dévouement à la cause des combattants et des mutilés et conseille aux congressistes français d'appliquer la devise belge : « L'Union fait la Force. »

Le discours de M. Denis Bodden est accueilli par des applaudissements.

M. Olivier prononce ensuite le discours d'ouverture du Congrès interfédéral de 1930. Il exprime ses sentiments de gratitude à la gloireuse capitale de la Belgique et au peuple belge. Il se dit fier du succès des fédérations des combattants français, qui rassemblent plus de 400.000 adhérents et qui réalisent un front unique dans la lutte contre l'occupant. Il ajoute qu'il est pour répondre à la demande des anciens combattants français en Belgique, que le Comité interfédéral du Nord s'est associé aux fêtes du Centenaire de la Belgique.

Sur sa proposition un télégramme de protest et d'admonition est envoyé au Roi et à la Reine par les délégués des 164.000 autres anciens combattants, veuves de guerre, ascendants et orphelins du Nord de la France. Sur proposition de la Fédération des Anciens Combattants et Mutilés, le Congrès adopte à l'unanimité un ordre du jour affirmant la sympathie de la nation française et particulièrement des populations du Nord de la France pour les populations belges et pour les combattants invaincus et orphelins de la guerre de Belgique. Cet ordre du jour exprime de respectueux hommages au Roi des Belges, au Gouvernement belge et son souvenir ému aux morts des nations soeurs, qui payèrent de leur vie l'accomplissement du devoir envers la patrie en danger.

Le Président du Congrès donne ensuite la parole à M. Balavoine qui parle plus spécialement au sujet de la Fédération des mutilés et victimes de la guerre. On remarque, en effet, parmi les congressistes, un grand nombre, président de la Section d'Amiens, qui a perdu ses jambes à la guerre et a été l'un des premiers soldats blessés soigné dans les ambulances de la Reine.

M. Balavoine, parlant de la Fraternité d'armes des anciens poilus belges et français dit que le Congrès de Bruxelles est également un pèlerinage aux ossements des veuves de guerre, des mutilés et portent à leurs camarades belges le témoignage de leur admiration et de leur sympathie.

Après ces discours très applaudis les congressistes se réunissent en deux commissions, celle des Anciens combattants, sous la présidence de M. Olivier et celle des Mutilés et Veuves de guerre, sous la présidence de M. Balavoine.

Adoption de divers vœux

La Section des Anciens Combattants s'est occupée spécialement de la carte du combattant et du problème de la retraite du combattant.

Chez les mutilés, les revendications de l'Union fédérale en Belgique des Anciens Combattants de la guerre ont été exprimées par M. Granot, délégué de paiement de carnets médicaux à l'étranger et par M. Steens, délégué belge.

La section des mutilés a voté différentes solutions, notamment la création d'une commission de contrôle comprenant des délégués des associations. Il souligne ensuite l'importance pour les associations d'Anciens Combattants résidant à l'étranger d'être représentées au sein de la Fédération des mutilés et victimes de la guerre.

La section des mutilés a voté différentes voix, notamment un vœu s'opposant à toutes modifications à la loi des pensions et demandant que la charte du mutilé reste intangible ; un vœu en faveur de l'abrogation des délais au sujet du maintien des pensions ; un vœu en faveur du droit de l'asile.

Il souligne l'idéal communal de la France et de la Belgique et se dit heureux de recevoir à l'Hôtel de Ville de Bruxelles les délégués du département du Nord, la partie de l'Europe à laquelle il appartient.

Le congrès a voté un vœu de la suppression de la distinction légale entre les veuves mariées et les non mariées ; un vœu en faveur de l'octroi aux veuves de guerre du même droit de transport accordé aux mutilés ; un vœu en faveur de la continuation de l'aide de l'Etat aux Pupilles de la Nation jusqu'à 35 ans et jusqu'à ce que leur soit passé au moins un vœu de se replacer après le service militaire.

La section demande aussi que soient considérés comme mineurs les pupilles majeures atteintes de maladie incurable et incapable de se livrer à une profession lucrative.

La section des Mutilés et Veuves de guerre, qui comprend les associations judiciaires et administratives de la liquidation des pensions. Elle a réclamé la fixation de décal pour les rapports des experts.

A l'Hôtel de Ville

À 17 heures, les congressistes, conduits par les trois présidents : MM. Olivier, Balavoine et Dugay, arrivaient à l'Hôtel de Ville de Roubaix. Ils étaient introduits immédiatement dans la grande salle gothique.

S' étaient joints à eux M. Langeron, Préfet du Nord ; Bouillon, secrétaire général de la préfecture, et M. Mangon, membre du Conseil général du Nord et M. Tanguy,

COUR D'APPEL DE DOUAI

Faux douanier mais véritable malfaiteur

Joseph Coitz est un individu dont le casier judiciaire atteste la qualité de malfaiteur. Il fut à deux doigts de passer en cour d'assises en même temps que Félix Bergeron et Anselme Pierre, les assassins du meunier de Cassel.

En compagnie de Bergeron, qui à l'époque préparait son crime, Coitz effectua en taxi, certain jour, le voyage de Dunkerque à Cassel. Pour dissimuler son uniforme de douanier, il s'était affublé d'une uniforme de canonnier. Il se fit arrêter à la gare de Cassel et Coitz ne suivit pas plus avant Bergeron dans son criminel projet.

Cependant, il n'en fut pas moins poursuivi pour port illégal d'uniforme et le tribunal de Dunkerque l'octroya 6 mois de prison, peine qui se confond avec une autre à 5 ans dont il fut gracié pour cambriolage.

Cottaz a fait appel du jugement.

En vieillissant des preuves, il connaît la vérité. C'est ainsi qu'il prend un tout autre subtilité dans l'affaire d'uniforme et qu'il doit en bénéficier.

Ce n'est pas l'avocat de la Cour, qui double la condamnation de Première instance.

Mais, en fait, rien n'est changé puisque cette sanction reste confondue avec les cinq ans de prison infligés au faux douanier pour cambriolage.

La main qui rafle

Henri De Smet, Adolphe Baix et Camille Deneuve ont été condamnés par le tribunal de Lille à 2 mois de prison chacun, pour vol de ménage.

Le Meigné, qui les défend, sollicite le bénéfice de la grâce.

La Cour l'accorde à Baix et à Deneuve.

Les accidents d'autos

Roger Pottier, qui revenait en auto du bal des Officiers de complément à Béthune, renversa la petite Colbalt qui, grièvement blessée, ne tarda pas à expire.

L'automobiliste, préalablement condamné pour blessure par imprudence et délit de fuite, se vit une fois de plus poursuivi devant le tribunal de Béthune. Il fut condamné, le 22 mars dernier, pour homicide involontaire à un mois de prison et à verser 10.000 francs de dommages-intérêts à la mère de la petite victime.

Le Colbalt, représenté par M. Legillion, a fait appel du jugement. Elle réclame 60.000 francs de dommages-intérêts.

Le Soland présente la défense de Pottier, déporté depuis le 9 mars.

La Cour établit la sanction pénale à deux mois de prison et elle accorde à la partie civile une indemnité de 20.000 francs.

Le Congrès

À 1 h. 30, les congressistes se retrouvaient à l'Ecole Française, boulevard Poincaré, à Bruxelles et commençaient leurs travaux.

C'est M. Denis Bodden qui ouvre la série des discours. Il est très flatté de l'honneur qui lui échole de souhaiter la bienvenue aux congressistes français dans l'école française.

Il offre ses meilleures salutations à ses collègues belges et leurs familles. Il sait que les anciens combattants français, au nom de leur pays, sont compatissants et exprime sa sympathie pour leurs légitimes revendications. Il félicite ensuite MM. Olivier, Balavoine de leur dévouement à la cause des combattants et des mutilés et conseille aux congressistes français d'appliquer la devise belge : « L'Union fait la Force. »

Le discours de M. Denis Bodden est accueilli par des applaudissements.

M. Olivier prononce ensuite le discours d'ouverture du Congrès interfédéral de 1930. Il exprime ses sentiments de gratitude à la gloireuse capitale de la Belgique et au peuple belge.

Il se dit fier du succès des fédérations des combattants français, qui rassemblent plus de 400.000 adhérents et qui réalisent un front unique dans la lutte contre l'occupant.

Il ajoute qu'il est pour répondre à la demande des anciens combattants français en Belgique, que le Comité interfédéral du Nord s'est associé aux fêtes du Centenaire de la Belgique.

Sur sa proposition un télégramme de protest et d'admonition est envoyé au Roi et à la Reine par les délégués des 164.000 autres anciens combattants, veuves de guerre, ascendants et orphelins du Nord de la France. Sur proposition de la Fédération des Anciens Combattants et Mutilés, le Congrès adopte à l'unanimité un ordre du jour affirmant la sympathie de la nation française et particulièrement des populations du Nord de la France pour les populations belges et pour les combattants invaincus et orphelins de la guerre de Belgique. Cet ordre du jour exprime de respectueux hommages au Roi des Belges, au Gouvernement belge et son souvenir ému aux morts des nations soeurs, qui payèrent de leur vie l'accomplissement du devoir envers la patrie en danger.

Le Président du Congrès donne ensuite la parole à M. Balavoine qui parle plus spécialement au sujet de la Fédération des mutilés et victimes de la guerre.

On remarque, en effet, parmi les congressistes, un grand nombre, président de la Section d'Amiens, qui a perdu ses jambes à la guerre et a été l'un des premiers soldats blessés soigné dans les ambulances de la Reine.

M. Balavoine, parlant de la Fraternité d'armes des anciens poilus belges et français dit que le Congrès de Bruxelles est également un pèlerinage aux ossements des veuves de guerre, des mutilés et portent à leurs camarades belges le témoignage de leur admiration et de leur sympathie.

Après ces discours très applaudis les congressistes se réunissent en deux commissions, celle des Anciens combattants, sous la présidence de M. Olivier, Balavoine et Dugay, arrivaient à l'Hôtel de Ville de Roubaix.

S' étaient joints à eux M. Langeron, Préfet du Nord ; Bouillon, secrétaire général de la préfecture, et M. Mangon, membre du Conseil général du Nord et M. Tanguy,

Une grave affaire d'avortement à Baisieux

Une femme a été arrêtée

La femme publique, dont il ne faut pas tout accepter, mais dont on doit tenir compte, se faisait depuis quelque temps l'écho de la conduite équivoque d'une femme, d'origine belge, qu'elle indiquait avec assez de netteté comme se faisant couramment à des maternités combinentables, pour que le parquet de Lille prescrive une enquête.

Le brasseur Capoy, chef de la gendarmerie de Baisieux, en fut chargé et les investigations conduites avec une grande minutie et intelligence, ont abouti à l'arrestation de la femme Vanlaye, née Pournau Alice, née à Saint-Eloï (Belgique), ménagère, date de 44 ans, et demeurant à Baisieux, cité Nouvelle, 8, rue de Tournai. Cette femme est mariée et elle est mère de quatre enfants.

Une indisposition...

Le 5 avril dernier, dans le courant de la matinée, Mme D. Marguerite, 29 ans, née à Lille, alors qu'elle allait être mariée, fut prise soudain d'une indisposition particulière, de nature si grave, qu'elle dut être hospitalisée. Son mari, qui était alors en poste, déclara au docteur Rousseau, lequel avait été prévenu, que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouchement.

Le Dr Rousseau, ayant été informé de l'incident, déclara que la femme venait d'avoir un accouch